

Convention collective

IDCC : 8112. – **EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE ET D'ÉLEVAGE
(ILE-DE-FRANCE, SEINE-ET-MARNE EXCEPTÉE)**
(6 décembre 1963)

(Etendue par arrêté du 7 septembre 1964,
Journal officiel du 8 octobre 1964)

AVENANT N° 132 DU 22 SEPTEMBRE 2009

NOR : *AGRS1097041M*

IDCC : 8112

Entre :

La fédération des syndicats d'exploitants agricoles d'Ile-de-France ;
La fédération des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA),

D'une part, et

La CFE-CGC ;
La FNAF CGT ;
La FGA CFDT ;
La CFTC-Agri ;
La FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 61 de la convention collective, paragraphe 61.1 intitulé « Garantie incapacité de travail » est modifié comme suit :

« Les salariés visés par la présente convention bénéficient, en cas de maladie, d'accident du travail ou de maladie professionnelle, d'une indemnité destinée à compenser, en partie, la perte de salaire qui en découle ; cette indemnité est soumise aux conditions d'attribution ci-après définies :

En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle :

- condition d'ancienneté : néant ;
- durée d'indemnisation :
 - à partir du 1^{er} jour d'arrêt de travail médicalement justifié et tant que dure le versement des indemnités journalières légales ;

- 1^{re} période : le salaire brut est maintenu à 90 % pendant 90 jours (indemnisation légale plus indemnité complémentaire) ;
- 2^e période : l'indemnité journalière complémentaire est égale à 25 % du salaire brut et tant que dure le versement des indemnités journalières légales.

En cas de maladie une garantie de salaire est consentie aux salariés dans les conditions suivantes :

- condition d'ancienneté : 1 an d'ancienneté dans la profession ;
- délai de carence : l'indemnisation est assurée à partir du 8^e jour d'arrêt de travail médicalement justifié ;
- durée d'indemnisation :
 - à partir du 8^e jour d'arrêt de travail médicalement justifié et tant que dure le versement des indemnités journalières légales ;
 - 1^{re} période : le salaire brut est maintenu à 90 % pendant 90 jours (indemnisation légale plus indemnité complémentaire) ;
 - 2^e période : l'indemnité journalière complémentaire est égale à 25 % du salaire brut et tant que dure le versement des indemnités journalières légales.

Les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières légales.

Le montant de la prestation, cumulée à celle du régime de base de la caisse de mutualité sociale agricole, ne doit en aucun cas être supérieur au salaire qu'aurait perçu l'intéressé en activité. »

Article 2

L'article 61 de la convention collective, paragraphe 61.5 intitulé « Cotisation et organisme gestionnaire », est modifié comme suit :

« Les cotisations, telles que fixées par l'accord d'adhésion à l'institution, sont sur les éléments de rémunération entrant dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale et réparties comme suit :

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité de travail	0,78 %	0,33 %	0,45 %
Invalidité	0,40 %	0,40 %	
Décès	0,36 %	0,36 %	
Total	1,54 %		
Assurance des charges sociales patronales	0,12 %	0,12 %	
Total	1,66 %	1,21 %	0,45 %

Cette répartition tient compte du fait que doit rester intégralement à la charge de l'employeur la fraction de cotisation finançant la garantie légale résultant de l'application des dispositions prévue par les articles L. 1226-1 et

D. 1226-2 du code du travail ainsi que les indemnités journalières complémentaires au régime obligatoire de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Agri-Prévoyance, institution agréée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture en date du 24 décembre 1993, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 8, est désignée comme organisme gestionnaire du régime de prévoyance.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont donc tenues d'adhérer à Agri-Prévoyance pour leur personnel, à l'exception du personnel d'encadrement tel que défini par la convention du 2 avril 1952 concernant les ingénieurs et cadres d'exploitations agricoles. »

Article 3

Date d'effet et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui prendra effet au 1^{er} janvier 2010.

Fait à Paris, le 22 septembre 2009.

(Suivent les signatures.)